



Journal des anthropologues
Association française des anthropologues

152-153 | 2018
Anthropologie et anarchisme

Miroirs transnationaux pour l'anthropologie

Transnational Mirrors for Anthropology

Carmen Rial



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/jda/6944>

DOI : ERREUR PDO dans /localdata/www-bin/Core/Core/Db/Db.class.php L.34 : SQLSTATE[HY000]

[2006] MySQL server has gone away

ISSN : 2114-2203

Éditeur

Association française des anthropologues

Édition imprimée

Date de publication : 30 avril 2018

Pagination : 247-261

ISSN : 1156-0428

Référence électronique

Carmen Rial, « Miroirs transnationaux pour l'anthropologie », *Journal des anthropologues* [En ligne], 152-153 | 2018, mis en ligne le 30 avril 2020, consulté le 08 janvier 2021. URL : <http://journals.openedition.org/jda/6944> ; DOI : [https://doi.org/ERREUR PDO dans /localdata/www-bin/Core/Core/Db/Db.class.php L.34 : SQLSTATE\[HY000\] \[2006\] MySQL server has gone away](https://doi.org/ERREUR PDO dans /localdata/www-bin/Core/Core/Db/Db.class.php L.34 : SQLSTATE[HY000] [2006] MySQL server has gone away)

Journal des anthropologues

MIROIRS TRANSNATIONAUX POUR L'ANTHROPOLOGIE

Carmen RIAL¹

Ce texte reprend ma conférence de clôture du colloque « France-Brésil en miroir : Reflets et réflexions d'une anthropologie contemporaine » des 26 et 27 octobre 2017, en commémoration du 70^e anniversaire de la VI^e section de l'EPHE. Les organisatrices m'ont suggéré d'y parler de la situation actuelle de l'anthropologie brésilienne, mais aussi des relations entre les anthropologies pratiquées en France et au Brésil, d'une part, en raison de ma formation effectuée en France et, d'autre part, d'un point de vue plus politico-institutionnel, compte tenu en particulier de mes activités en tant que présidente de l'Association brésilienne d'anthropologie (ABA) entre 2012 et 2014. Large menu pour 40 minutes d'intervention ! Les organisatrices m'ont d'ailleurs généreusement libérée de toute contrainte en me précisant : « Soyez libre de parler de ce que vous pensez être le plus important ». Je présente donc par avance mes excuses pour les possibles absences et manquements dans ce qui va suivre.

Rassurez-vous, je ne commencerai pas par les singes anthropoïdes. Comme vous le savez, Levi-Strauss a écrit dans le magnifique *Tristes Tropiques*, à propos de ses élèves au Brésil, que les textes des Brésiliens « consistaient, quel qu'en fût le sujet, en une

¹ Universidade Federal de Santa Catarina, Departamento de Antropologia.
Courriel : rial@cfh.ufsc.br

évocation de l'histoire générale de l'humanité depuis les singes anthropoïdes pour s'achever à travers quelques citations de Platon et de Comte... ». Ah ! La mission française... Fernando Novaes a souligné que le mot *mission*, qui était officiel, est très significatif. « Le mot mission montre évidemment que nous étions considérés comme une terre d'Indiens qui devaient être catéchisés ». Si l'on a eu (et l'on a) des rapports symétriques avec des anthropologues français, nous ne pouvons pas oublier qu'il y a eu aussi des rapports colonisateurs.

Je saute les anecdotes sur mes séjours en France durant mon doctorat, qui certes auraient été amusantes. Je tiens juste à dire que mon expérience en France, avec ses petits et grands obstacles, m'a beaucoup aidée dans mes contacts avec des collègues universitaires d'autres régions du monde, quand j'étais à la tête de l'ABA, et aujourd'hui au sein du Conseil mondial d'anthropologie. C'est un peu de cette expérience dont je voudrais parler ici, dans une sorte d'ethnographie des institutions de l'anthropologie actuelle. Sachant que les miroirs sont actuellement plus transnationaux que binationaux.

Inquiétudes et expériences autour de l'*open access*

Novembre 2012, colloque de l'American Anthropological Association (AAA) à San Francisco. Petit-déjeuner dans la suite présidentielle de l'Hôtel Hilton auquel je suis invitée par le président de l'AAA. C'est le petit-déjeuner qui traditionnellement rassemble les présidents des associations d'anthropologie participant au congrès. Une association par pays. Une vue imprenable sur la ville de San Francisco, de délicieux croissants, et la conversation qui commence par une bombe : le délégué d'une institution britannique s'interroge sur ce qui, à ses yeux, s'apparente à « l'érosion complète du système d'édition en Grande-Bretagne ». En effet, le gouvernement aurait adopté une loi insidieuse qui exigerait des chercheurs de rendre les résultats de leurs recherches accessibles au grand public. En d'autres termes : *open access* des articles de revues. Il décrit une image de chaos, la fermeture des revues

académiques, et le mouchoir qu'il s'est passé avec insistance sur le front a montré combien cette nouvelle législation l'avait contrarié émotionnellement. Ce qui ne l'empêche pas de défendre le marché du libre-échange, avec un discours politique extrêmement conservateur, que moi, une néophyte dans ce genre de meetings, je n'avais jamais pensé entendre dans la bouche d'un anthropologue. Tout le monde écoute attentivement, et certains – dont le délégué de l'Australie – avec une préoccupation évidente. J'hésite entre soutenir vivement l'*open access*, ce qui déclencherait probablement une guerre, ou aller chercher simplement un autre pain au chocolat à la table généreuse du petit déjeuner.

Après quelques minutes d'apocalypse éditoriale, j'ai craintivement commencé à expliquer que la situation n'était pas si critique, puisqu'au Brésil nous travaillons depuis des années dans le cadre du système de libre accès pour les revues académiques, et que ce système « fonctionne ». L'argument pragmatique, dans ce cas, m'a en effet semblé plus efficace que le débat idéologique. J'ai même utilisé l'expression « avec des bénéfices pour tous ». Tout en précisant qu'au Brésil le problème est plutôt les prix élevés facturés par les maisons d'édition anglo-américaines, qui détiennent le monopole du marché de l'édition des revues académiques, obligeant le gouvernement brésilien à payer une fortune pour que certaines de ces revues internationales soient disponibles en accès gratuit dans les universités.

Lentement et timidement, d'autres présidents ont commencé à souligner certains facteurs positifs en matière de libre accès. Le délégué canadien d'abord, puis d'autres. Le délégué de l'institution britannique s'est donc enfoncé dans sa chaise et a sombré dans le silence. Ce début de réunion m'a ainsi fait comprendre ce que, à cause de mon ingénuité, ou peut-être de l'ethnocentrisme présent à l'intérieur de la communauté anthropologique elle-même, je n'avais pas encore réalisé : les anthropologues mondiaux forment une communauté très hétérogène. La question posée par le collègue britannique fut un choc parce qu'au Brésil l'idée de revues en accès libre est déjà consolidée depuis des années, sur des sites Web, des

portails tels que SciELO (Scientific Electronic Library Online), ou encore le SEER (Système électronique de publication des revues). De même, *l'open access* est utilisé pour la publication en ligne de livres. Le CNRS brésilien (le CNPq) dispose d'une ligne de financement pour les e-books, et la maison d'édition de l'ABA publie également des livres en ligne. Alors que dans d'autres pays...

L'anthropologie brésilienne et ses pratiques de l'action politique

La réunion a repris son cours sans autres sujets réellement passionnants : rapports de fonds possibles de la Wenner-Gren Foundation, compte rendu des relations avec le Conseil mondial des associations d'anthropologie (WCAA). Puis, en fin de réunion, le président d'AAA a demandé au Brésil d'expliquer comment nous avons pu dialoguer avec des organismes gouvernementaux afin d'influencer la prise de décisions politiques, comme il l'avait vu lors de sa participation à notre congrès biennal à São Paulo, lors de la Réunion brésilienne d'anthropologie. La réponse a été : « On frappe à la porte ». Car il est vrai qu'on se rendait alors fréquemment aux portes des ministères et autres organismes d'État. Ce qui a depuis radicalement changé, comme nous le verrons.

Cet intérêt pour l'action politique des anthropologues brésiliens, évoquée lors de la réunion des présidents, pourrait conduire à une interprétation flatteuse. L'anthropologie brésilienne est en effet considérée comme un exemple de stratégie réussie pour influencer les politiques publiques, grâce à l'autorité qu'elle s'est construite face à la société civile et aux organisations gouvernementales. Un travail de nombreuses années dans lequel l'ABA a joué un rôle essentiel. Un travail judicieux et parfois téméraire. Par exemple, Eunice Durham, la première femme à présider l'ABA, raconte que, durant la dictature militaire, elle a été convoquée pour une conversation avec un militaire, chef de la FUNAI (la Fondation nationale pour les Indiens), ancien bourreau et tortionnaire. La FUNAI créait des difficultés pour l'entrée des anthropologues dans les réserves indiennes. Son premier mouvement, elle l'a révélé, a été d'acheter un costume blanc

respectable, approprié pour la performance d'un véritable scientifique. Eduardo Viveiros de Castro, son secrétaire pour l'occasion, devait se placer deux pas derrière elle, avec un dossier plein de papiers, et elle lui demandait régulièrement avec emphase : « Secrétaire, passez-moi le procès-verbal ». Apparemment, cela a fonctionné, puisque le colonel de la FUNAI, fort impressionné, a changé sa politique vis-à-vis de l'accès des anthropologues aux territoires des Indiens.

L'ABA était alors une très petite organisation, avec peu d'associés et sans aucun support économique, mais savait comment jouer et obtenir les effets bénéfiques d'une théâtralité que nous avons apprise de nos interlocuteurs traditionnels. Des leçons d'écriture, dirait Levi-Strauss. Aujourd'hui, nous sommes une partie active d'une communauté transnationale d'anthropologie. Les contacts et le dialogue au sein du Conseil mondial des associations d'anthropologie (WCAA), dans lesquels l'ABA a joué un rôle important lors de sa création en 2004, ont été considérablement élargis. La preuve en est l'accueil du prochain congrès mondial au Brésil en juillet 2018.

Et, comme ce premier rendez-vous avec les présidents d'autres associations me l'a montré, lorsqu'on parle avec des collègues étrangers, je vois leur admiration (et même un peu d'envie) pour notre anthropologie qui partage des tables rondes avec des agents de l'État, des procureurs, des ministres, des ambassadeurs. Reste que les anthropologues brésiliens n'éprouvent pas toujours cette vision optimiste de notre influence dans la prise de décision des agences publiques.

Si je vous dis cela, c'est pour montrer que durant quelques décennies (entre la période de la dictature militaire, de 1964 à 1985, et par les gouvernements du Parti des Travailleurs, de 2003 à 2016), notre anthropologie a été respectée par les agents publics, et ce respect a été reconnu par nos collègues étrangers, même si parmi nous certains collègues ont été plus réticents, ce qui n'est plus le cas aujourd'hui. Car notre anthropologie n'était pas seulement reconnue

pour son engagement politique, mais aussi pour ses apports théoriques, et nous commençons à être lus hors du Brésil.

Dialogues avec les anthropologies d'autres pays

Bien sûr, la langue reste un obstacle pour la diffusion de la pensée anthropologique brésilienne, ce qui n'est pas le cas pour d'autres « épistémologies du Sud », en particulier celles des pays colonisés par des pays de langue anglaise ou française. C'est pourquoi l'ABA a créé en 2004 la revue *Vibrant*, qui ne publie qu'en langues étrangères au Portugais. Un modèle qui a fait école. Aujourd'hui, en effet, nombre d'autres revues académiques brésiennes publient en anglais, français et espagnol, et *Vibrant* pourrait d'ailleurs bientôt, par un juste retour des choses, s'ouvrir au Portugais.

Notre dialogue avec le reste de l'Amérique latine, qui se fait en espagnol, ou plus exactement en « portugol », s'est largement développé durant les dernières décennies. Par exemple, depuis les années 90, avec des collègues du MERCOSUL (très fortement avec l'Uruguay et l'Argentine, et un peu moins avec le Chili et le Paraguay), dans le cadre des Réunions d'anthropologie du MERCOSUL. Ou encore avec les collègues du Nord de l'Amérique du Sud (Colombie, Venezuela, Équateur, Pérou), dans les Réunions équatoriales d'anthropologie. Plus récemment, ce dialogue s'est renforcé par la réalisation biennale des rencontres de l'Association latino-américaine d'anthropologie (ALA) : en 2013 au Costa Rica, en 2015 au Mexique, en 2017 en Colombie, avant la biennale de 2019 prévue en Uruguay. D'autres dialogues latino-américains se font régulièrement entre pays (comme la EMBRA – Rencontres Mexique-Brésil d'anthropologie), ou autour de certains champs thématiques comme les études de genre lors de rencontres *Fazendo Género* (Autour du Genre) qui ont lieu depuis 1994, et dont la 11^e édition s'est récemment tenue à Florianópolis. Ces dialogues latino-américains ont aussi un cadre théorique particulier, lié à certaines questions empiriques et théoriques. Dans la multiplicité

des axes de réflexion et débats théoriques à l'intérieur de la discipline, j'en soulignerai quatre :

1. Les débats sur la « colonialité » qui ont été devancés par les propositions du réseau anthropologies du monde, ainsi qu'avec d'autres anthropologies du Sud global.

2. Les réflexions sur la constitution des États-nations, qui passe autant par le rôle des États dans la définition identitaire des populations autochtones que par les effets de la globalisation sur le continent.

3. Les propositions d'analyse des sociétés autochtones qui se regroupent autour du « perspectivisme amérindien ».

4. La problématique de la violence, qui a eu une forte influence dans les études de genre dès les années 80, études qui se sont élargies autour d'autres sujets comme les prisons, la sécurité publique et celles qu'on nomme « identitaires » (violence contre Indiens, noirs, LGBT, etc.).

Les lieux dans la production de connaissances sont importants. L'anthropologie brésilienne a longtemps tourné le dos à l'Amérique latine, regardant vers le Nord. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. Nous venons de pays semi-périphériques, mais nous participons et contribuons potentiellement à la production anthropologique qui est faite dans les centres hégémoniques du Nord Global.

Rencontre avec les Indiens munduruku

À Brasilia, l'ABA dialoguait avec de nombreux secrétariats et, parfois, nous avions accès aux ministres : le ministre de la Science, de la Technologie et de l'Innovation nous a reçu, et le ministre de la Justice a reçu la Commission des Affaires indiennes (CAI). Ce dernier voulait entendre notre opinion sur un texte que le gouvernement de Dilma Rousseff préparait sur les règles de délimitation des terres (*demarcação*).

Mais, de toutes les rencontres que j'ai eues en tant que représentante de l'ABA, la plus bouleversante a été le rendez-vous avec les Indiens munduruku (et les Xipaia, Caiapó, Arara et Tupinambá, pour être précise).

Nous sommes arrivés à l'heure. Les « autorités » étaient déjà face à la porte (« l'autorité » est ce que nous appelons au Brésil un représentant du gouvernement, mais aussi ceux qui ont facilement accès à ces représentants). Les Indiens avaient été transportés depuis Belo Monte² par des avions de l'armée de l'air brésilienne. La couverture journalistique a d'ailleurs souligné ce fait, comme s'il s'agissait d'une utilisation illégitime du patrimoine public, comme si ces Indiens avaient voyagé en première classe et non dans des avions militaires sans aucun luxe. « Prendre l'avion » revêt ici un poids symbolique semblable à celui de l'accès des couches populaires aux avions commerciaux. Ce qui a été rendu possible grâce aux politiques d'inclusion des gouvernements Lula et Dilma, mais qui fut également l'une des raisons subjectives de la forte adhésion d'une partie des couches moyennes aux mouvements pour la démission de la présidente Dilma en 2015-2016.

Je me suis rapprochée d'un militaire, un général de l'ABIN (Agence brésilienne de renseignement) et la conversation a commencé. Il a cité la célèbre phrase du Maréchal Rondón, sachant que cela plairait à une anthropologue : « Mourir si nécessaire, ne jamais tuer ». Rondón, l'histoire officielle l'efface, était lui aussi amérindien. Puis le général de l'ABIN m'a expliqué la situation : l'occupation de Belo Monte par les Munduruku n'avait pas été pacifique. Ils avaient un camion rempli d'essence – un cocktail mobile maxi Molotov – prêt à faire exploser le site de la construction hydroélectrique. Aux abords du site, l'armée nationale était donc prête à intervenir en cas d'attentat, ce qui aurait provoqué un massacre. C'est pourquoi cette réunion était vitale pour le gouvernement Dilma, justifiant qu'une haute autorité me téléphone chez moi un dimanche après 20h00 pour m'inviter à y participer.

Les Indiens portaient des costumes traditionnels, avec de belles plumes sur leurs têtes, des peintures corporelles et des

² Belo Monte est le lieu de construction d'une usine hydro-électrique qui va noyer des milliers d'hectares de terres indiennes et, par conséquent, le lieu de protestation des indigènes dont les territoires vont être noyés.

colliers. Ils chantaient. Quelques femmes étaient enceintes et beaucoup d'autres portaient des enfants sur leur dos. Leur groupe contrastait avec le bataillon d'hommes blancs en costume sombre et cravate qui occupaient également l'espace. À côté de moi se trouvait la présidente de la Fondation nationale des Indiens (FUNAI), une anthropologue que j'avais rencontrée la veille. Elle a été congédiée une semaine plus tard, les anthropologues n'occupant jamais longtemps ce type de poste, comme le souligne Roque Laraia qui a été lui aussi président de la FUNAI. À ma droite se trouvait l'avocate du ministère public fédéral, défenseur actif des droits des autochtones, également remerciée quelques semaines plus tard. En revanche, ils ne pouvaient pas me renvoyer, car j'étais là en tant que présidente de l'ABA et ne travaillais donc pas au gouvernement. Nous étions trois parce que les Indiens, pour rouvrir les négociations, avaient imposé notre présence et le gouvernement accepté ces conditions, ce qui explique le surprenant coup de fil que j'avais reçu le dimanche soir.

Gilberto Carvalho, qui était à mon avis « la main gauche » dans le gouvernement de Dilma (2010-2016), a ouvert la réunion. Il a parlé d'honnêteté, de dialogue et d'écoute, dans un langage direct, loin du style grandiloquent et impersonnel du discours politique. Ensuite, le chef munduruku a pris la parole dans sa langue, et un plus jeune l'a traduit. Ce que j'ai entendu alors était une succession d'interventions bien articulées qui ont duré tout l'après-midi. C'était aussi inattendu que touchant. Les Indiens ont mentionné les conventions internationales, ont montré comment les lois constitutionnelles étaient ignorées par le gouvernement, tout en décrivant avec nostalgie le Belo Monte qui existait avant les travaux de l'usine hydroélectrique. Ils ont parlé de la rivière, de la pêche, se sont plaint de la surveillance incessante, de l'obligation d'avoir des documents pour transiter dans les eaux qui étaient autrefois les leurs, et de la suspicion générale qui s'était établie.

La politique de construction de barrages au Brésil remonte aux années 70, durant la période de la dictature militaire, l'idée de « développement » ayant caché une réalité plus sombre, celle des

nombreux pots-de-vin profitables. Belo Monte, l'avancée accélérée des sociétés minières en Amazonie, ainsi que d'autres projets de développement qui menacent potentiellement les populations autochtones et riveraines sont surveillés par des anthropologues, et parfois combattus par l'ABA, une association académique qui a aussi une histoire dans la mise en place d'actions politiques de défense de la population étudiée par ses membres. Non pas parce que l'ABA est naïvement opposée au développement. Mais parce que nous pensons qu'il doit être durable, en ce qui concerne la biodiversité, et avoir le consentement effectif des populations éventuellement touchées. Or la biodiversité n'était pas au centre des préoccupations des gouvernements de Lula et Dilma, qui ont eu un projet politique de social développement (*desenvolvimentismo social*) fondé sur des alliances avec le capitalisme productiviste, le consentement des populations autochtones n'étant alors pas toujours une priorité. Mais il faut avouer que c'est encore pire maintenant.

Détérioration de la situation au Brésil

De nombreux soulèvements indiens ont eu lieu au Brésil, ce qui n'est pas surprenant. Plus de 1 000 ont été déclenchés en 2016, un nombre record depuis le début des séries statistiques faites par la Conférence nationale des évêques du Brésil (CNBB) en 1985. La terre, nous le savons, est aujourd'hui au centre de conflits politiques importants, bien sûr pas uniquement au Brésil. Saskia Sassen l'a montré pour d'autres régions du monde où de méga-entreprises capitalistes achètent des territoires de la taille de pays entiers. Comme Manuela Cardoso da Cunha l'a souligné : « Les territoires reconnus aux amérindiens et aux descendants de communautés traditionnelles par la Constitution de 1988 sont des terrains situés à l'extérieur du marché immobilier et, pour cette raison, particulièrement convoités par le capital. L'agrobusiness, avec le soja et l'élevage du bétail en avant-garde, revendique de plus en plus d'espace pour ses activités ». C'est pourquoi les propriétaires fonciers veulent l'abolition de la FUNAI, la réduction des superficies

consacrées à la conservation de l'environnement, et l'assouplissement des réglementations environnementales.

Indépendamment de son affiliation à un parti politique (ou à une religion), le « Front ruraliste » (Ruralista) vote en bloc certaines propositions législatives. Souvenons-nous que c'est lui qui a été l'articulateur de l'*impeachment* de Dilma, avec plus de 80% des votes en faveur de cet *impeachment*, lors de ce coup d'État non militaire. Le « Front ruraliste » a également trois alliés puissants : le groupe qui préconise le droit de porter des armes, les députés pentecôtistes et, *last but not least*, le Front du ballon (Bancada da bola), des députés conservateurs issus du monde du football. Leurs actions suppriment des acquis sociaux et soutiennent une politique moraliste. Pacte sinistre. Enfin, si la situation était déjà difficile sous le gouvernement de Dilma, comme le soulèvement des Munduruku l'a montré, elle est beaucoup plus grave sous le gouvernement de « Monsieur Fora Temer » (je répète la salutation qu'il a reçue par erreur d'un homme d'affaires en Chine³).

Le « Front ruraliste » et ses alliés ont créé une Commission d'enquête parlementaire (CPI) qui a approuvé un rapport de plus de 3 000 pages demandant la poursuite de 67 personnes – des anthropologues, des missionnaires, des Indiens, des employés de la FUNAI et de l'INCRA, et l'ancien ministre de la Justice, le même qui avait convoqué l'ABA pour un meeting. L'allégation contre les anthropologues chargés de fournir des preuves dans des procès de démarcation est qu'ils ne sont pas objectifs, mais agissent comme des militants soutenant la cause des Indiens. L'accusation se fonde sur le fait que les anthropologues ont une connaissance préalable des communautés. Or, lorsque les anthropologues sont accusés d'avoir des contacts prolongés avec les groupes étudiés, c'est bien la méthodologie même de notre discipline qui est ciblée. Tout comme c'est l'anthropologie dans son ensemble qui est attaquée lorsqu'une

³ « Fora Temer » (Dehors Temer) est le cri porté par les millions de manifestants qui se lèvent contre ce nouveau gouvernement illégitime. Le Chinois en question avait pris ce premier mot, tant entendu, pour son prénom.

recherche sur la sociabilité des gays est dénoncée, ou lorsqu'une déclaration est faite contre le financement par les agences publiques de recherche sur des thèmes portant sur la sexualité, comme ce fut le cas récemment à Rio de Janeiro. Les intérêts de l'agrobusiness n'atteignent pas seulement les anthropologues directement impliqués dans la Commission d'enquête parlementaire (CPI), ils attaquent également notre tradition anthropologique fondée sur des relations intersubjectives étroites avec nos interlocuteurs, sur nos choix d'objets d'étude en marge, ou sur la défense des populations subalternes étudiées.

La situation au Brésil s'aggrave très fortement dans de nombreux domaines. Le Brésil est candidat au retour sur la carte de la faim des Nations Unies. Un texte circule au Parlement qui veut changer la Constitution et le droit à la terre des Indiens et des populations traditionnelles. Malgré les conventions internationales signées, le Parlement a abaissé les lois contre le travail esclave et il discute l'interdiction de l'avortement dans les uniques cas autorisés (viol et risque de vie pour la femme). Le projet de loi qui criminalise l'homophobie n'est plus dans l'agenda du Parlement. La loi Maria da Penha contre les violences conjugales, une importante contribution de l'anthropologie féministe, sera bientôt aussi « flexibilisée ». Le pouvoir judiciaire, et je ne discute pas ici les cas d'abus du judiciaire au Brésil car cela pourrait faire l'objet d'une conférence en soi, le pouvoir judiciaire donc a approuvé la possibilité des « traitements psychiatriques » pour les homosexuels. Il a également censuré des expositions d'art, des pièces de théâtre...

Pour finir, je veux dire que la situation de la science et de la technologie est très grave : le *contingenciamento* (contingentement) des ressources budgétaires en 2017, c'est-à-dire, leur blocage, a entraîné une réduction drastique des ressources pour les recherches en sciences et pour les universités publiques. Le gel des dépenses publiques pendant 20 ans, qui vient d'être voté, menace gravement la survie de la science et de la technologie brésiliennes.

Nous avons au Brésil une anthropologie institutionnellement forte, à l'expansion de laquelle Roberto Cardoso de Oliveira a

énormément contribué. Elle compte 25 cours de troisième cycle (*Programas de Pós-Graduação em Antropologia*) qui, selon les récentes données de la CAPES, produiront dans les quatre prochaines années 900 nouveaux docteurs en anthropologie. N'est-ce pas un chiffre impressionnant ?

Il convient de rappeler que sous le gouvernement Lula, il y a eu une expansion du système universitaire. Les départements d'anthropologie se sont élargis, certains ont doublé. Mais actuellement, des universités sont menacées de fermeture par le nouveau gouvernement de « Monsieur Fora Temer ». La menace pèse surtout sur deux universités. La première a été créée pour le dialogue avec l'Amérique latine, il s'agit de l'UNILA dont le siège est à Foz do Iguaçu sur la triple frontière Brésil, Argentine et Paraguay. La seconde a été créée avec les pays d'Afrique, il s'agit de l'UNILAB ayant pour sièges le Ceará et la Bahia. Pourtant, même dans ce cadre catastrophique, je ne pense pas que l'anthropologie brésilienne sera dans la position vécue par d'autres collègues dans le monde, y compris en France, qui voient leurs départements s'éteindre ou être englobés par d'autres tels que ceux de la sociologie ou de l'histoire par exemple.

Développer la dimension politique des associations anthropologiques à l'échelle mondiale

Nous connaissons tous l'importance des associations politiques collectives. Elles renforcent les identités et les appartenances, ont un écho plus fort et fournissent des interventions politiques plus efficaces. Plus que jamais, il est nécessaire que ces associations se produisent à l'échelle mondiale. Le Conseil mondial des associations anthropologiques a pour rôle de stimuler ce dialogue entre les anthropologies non hégémoniques. Ce n'est d'ailleurs pas le seul espace. Le projet TransOceanik, par exemple, a dynamisé un dialogue plus horizontal entre les anthropologies française, brésilienne, australienne et des Caraïbes. Un défi fut déjà posé par les accords CAPES-COFECUB depuis les années 80. Il n'y a pas qu'au Brésil que la conjoncture politique actuelle impose la

nécessité de concilier le travail académique avec le travail politique. Un héritage des idées françaises ? Du modèle de l'intellectuel « engagé » de Sartre ? De l'« intellectuel spécifique » de Foucault ? De l'intellectuel « collectif » de Bourdieu ? Peut-être. Cette articulation est – et a toujours été – un défi pour les anthropologues brésiliens.

Fidèle à l'image que Levi-Strauss a donné de ses élèves au Brésil, je finirai avec une phrase d'Auguste Comte : « On ne connaît pas complètement une science tant qu'on n'en sait pas l'histoire ».

Résumé

Les anthropologues forment une communauté mondiale hétérogène et, dans cette dynamique transnationale, la situation de l'anthropologie brésilienne peut parfois apparaître enviable. Par exemple, elle a su mettre en place des stratégies réussies visant à influencer les prises de décisions politiques et les politiques publiques, se constituant ainsi une assise institutionnelle forte. De même, à sa contribution à la production anthropologique faite « dans les centres hégémoniques du Nord Global », elle a ajouté depuis quelques décennies l'ouverture de dialogues avec les pays d'Amérique du Sud et d'Afrique. Cependant, si ces atouts la placent dans une situation privilégiée par rapport à d'autres anthropologies dans le monde, qui voient leurs départements académiques englobés ou disparaître, elle doit faire face à une situation « catastrophique » au Brésil. C'est pourquoi il est essentiel de rappeler l'importance des associations politiques collectives et, par exemple, de réactualiser la figure française de l'intellectuel « engagé », « spécifique » ou « collectif ».

Mots-clés : Anthropologie brésilienne, Indiens munduruku, *open access*, anthropologie transnationale, action politique, enseignement de l'anthropologie, figure de l'intellectuel.

Summary

Transnational Mirrors for Anthropology

Anthropologists form a heterogeneous worldwide community and, due to this transnational dynamics, the situation of Brazilian anthropology can be viewed as enviable. For example, it has established some successful

strategies in view to influence political decisions and public politics, constructing in that way its strong institutional base. Moreover, beyond its contribution to the anthropological production made « in hegemonic centers from the Global North », it added some decades ago a dialogical opening towards South American and African countries. Nevertheless, if these assets give it a preferential position with regard to other anthropologies in the world, which register the inclusion or disappearance of their academic departments, it has now to face a « catastrophic » situation in Brazil. That is why it is necessary to remind the importance of collective political associations and, for instance, to actualize the French figure of the « engage », « specific » or « collective » intellectual.

Key-words: Brazilian anthropology, Munduruku Indians, open access, transnational anthropology, political action, anthropology teaching, figure of intellectual.

* * *